

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SYSTEMS & WEB SUPPORT		
Solicitation No. - N° de l'invitation EP887-141960/A		Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client 20141960		Date 2014-03-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-609-26872		
File No. - N° de dossier 609el.EP887-141960	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-04-01		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bastien, Josée		Buyer Id - Id de l'acheteur 609el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6770 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification no. 005 est émise afin de répondre aux questions suivantes des fournisseurs et de modifier la DDP:

QUESTION 1

Il est indiqué dans O2 que les rôles à étayer sont pour les services PGI et fondés sur O1. Toutefois, trois des cinq rôles décrits sont génériques et aucun ne mentionne spécifiquement SAP ou PeopleSoft. Dans un souci de clarté, veuillez envisager les modifications suivantes :

« Le soumissionnaire doit démontrer l'expérience acquise dans le cadre du/des contrats de PGI cités à E01 comprenaient la fourniture de toutes les catégories suivantes pour PeopleSoft ou SAP :

1. *Analyste fonctionnel PGI*
2. *Programmeur/analyste PGI*
3. *Analyste technique PGI*
4. *Architecte de la transformation opérationnelle PGI*
5. *Gestionnaire de projet PGI »*

De plus, veuillez envisager de modifier les tâches et les rôles décrits dans l'annexe 1 à la Pièce jointe 1 pour qu'ils soient propres à PGI et indiquer que les cinq rôles et les tâches doivent être soit pour SAP ou PeopleSoft. Par exemple :

Analyste fonctionnel PGI

Aux fins de cette évaluation, les rôles et les responsabilités d'un analyste fonctionnel PGI sont définis comme suit et doivent démontrer l'exécution d'au moins 7 des 15 des tâches et activités suivantes, soit pour SAP ou PeopleSoft : »

Programmeur-analyste PGI

Aux fins de cette évaluation, les rôles et les responsabilités d'un Programmeur-analyste PGI sont définis comme suit et doivent démontrer l'exécution d'au moins 6 des 12 tâches et activités suivantes soit pour SAP ou PeopleSoft : »

Sinon, des revenus pour des services autres que PGI (c.-à-d., gestion de projet générique, etc.) pourraient être soumis.

RÉPONSE 1

Le critère demeure inchangé.

QUESTION 2

Portée de l'évaluation financière

Dans l'appendice C de l'annexe A, les critères d'évaluation des ressources pour le processus d'AT subséquent ciblent cinq domaines PGI très différents : SAP, PeopleSoft, Freebalance, GCDOCS et SPGC. Les compétences, l'expertise et les ressources disponibles pour chacun de ces systèmes varient considérablement; par conséquent, les taux du marché varient également. Par exemple, un analyste fonctionnel PGI pour SAP est susceptible d'être une autorité de certification détenant une certification dans un module de SAP donné, alors qu'un analyste fonctionnel pour la gestion des cas pourrait tout simplement avoir un certificat de GRC. Regrouper les cinq ensembles et les évaluer sur un pied d'égalité se traduira par des taux globaux qui ne seront pas représentatifs du marché (taux trop bas pour attirer les meilleures ressources qualifiées).

Nous recommandons que les critères d'évaluation soient clarifiés pour refléter l'EDT de la DP et l'évaluation technique afin que TPSGC évalue les taux (à l'aide de l'évaluation médiane) pour SAP et PeopleSoft seulement. Ces taux pourraient servir de taux plafonds pour les trois autres types de PGI (Freebalance, GCDOCS et SPGC) pour le processus d'AT subséquent permettant ainsi des taux de marché inférieurs qui cadrent avec les compétences et l'expérience d'un besoin donné à un moment donné.

RÉPONSE 2

Le critère demeure inchangé.

QUESTION 3

Base d'évaluation financière

Considérant que l'évaluation technique de la DP ne concerne que SAP et PeopleSoft, le prix évalué ne devrait-il pas refléter ce fait? En outre, l'exigence O2 précise les cinq catégories de ressources clés, il s'ensuit que l'évaluation financière devrait être harmonisée aux exigences énoncées. En conséquence, nous recommandons que l'évaluation financière soit modifiée afin d'évaluer le prix de SAP et de PeopleSoft pour les cinq catégories de ressources uniquement.

RÉPONSE 3

Le critère demeure inchangé.

QUESTION 4

C1 et C2

Il est de pratique courante (notamment dans le cadre des SPICT) d'avoir des critères cotés fondés sur les critères obligatoires. L'exigence O1 établit déjà la capacité d'un soumissionnaire à démontrer 3,5 millions de dollars en revenus pour SAP et PeopleSoft. Pourquoi C1 et C2 exigent-ils à nouveau le même 3,5 millions de dollars?

Des DP récentes comme la DP n° 47060-136911/A de l'ASFC comportent des critères où C1 (le seul critère coté) exige de démontrer des revenus supérieurs à ceux exigés dans O2 (un de seulement deux critères obligatoires) ou même le double des revenus. Il y a un autre exemple, la DP n° G7801-120019/A de RHDC, dans laquelle C1 exigeait de démontrer des revenus supérieurs à ceux exigés dans O1 (voir le double). En fait, dans ces deux cas (et dans bien d'autres) les soumissionnaires devaient prouver que TOUS les revenus présentés en tant qu'expérience étaient en lien avec les catégories actuelles de PGI de la DP.

En revanche, les modifications apportées à la présente DP ont « ouvert » les exigences dans la mesure où les soumissionnaires qui ont de l'expérience nominale des besoins relatifs à SAP et à PeopleSoft, comme détaillé dans l'EDT, peuvent se conformer. Par exemple, une entreprise qui offre de la formation PGI ou des services d'hébergement peut répondre aux exigences relatives aux revenus SAP et PeopleSoft de O1. Parce qu'O2 ne comprend pas d'obligation pour des revenus minimums par catégorie, un engagement de dix jours est pondéré comme un engagement de 2 ans, de sorte que, même avec une expérience limitée, un soumissionnaire pourrait se conformer. Une telle entreprise perdrait 15 points pour C5 mais respecterait autrement les exigences minimales. Par conséquent, si cette entreprise de formation/d'hébergement peut démontrer 15 M\$ de revenus et que les tâches

minimales ont été effectuées pour les cinq catégories de ressources, elle serait conforme. Toutefois, il est très peu probable qu'elle réponde aux besoins du contrat.

S'il vous plaît, veuillez envisager de changer C1 et C2 de sorte qu'ils se fondent sur O1 et exigent que le soumissionnaire démontre la capacité de fournir la somme de 3,5 \$ supplémentaire en revenus de PGI pour chacun?

RÉPONSE 4

Le critère demeure inchangé.

QUESTION 5

L'expérience PGI auprès du gouvernement du Canada

Nous croyons que certains des changements dans la modification 3 ne reflètent pas le marché. Selon notre évaluation, il y a au moins huit entreprises qui pouvaient se conformer aux spécifications initiales. Cependant, maintenant de nombreuses entreprises qui ont très peu d'expérience de PGI auprès du gouvernement du Canada peuvent répondre aux critères. En fait, une entreprise ayant de l'expérience de SAP, mais ayant placé uniquement cinq ressources PeopleSoft par an pourrait se qualifier et cela ne répond clairement pas aux besoins du SISP.

Il existe de nombreuses entreprises qui ont passé de nombreuses années et dépensé beaucoup d'argent à construire des réseaux robustes des ressources PGI hautement qualifiées, lesquelles ont participé à construction et au fonctionnement des systèmes PGI du GC. En desserrant les spécifications (comme le fait la modification 3), le gouvernement ne tient plus compte de cette expérience. En outre, ces changements ne tiennent pas compte de ce que le manque d'expérience PGI du GC pourrait coûter à TPSGC lorsque les ressources et les entreprises sont embauchées. Ces autres entreprises auront peu ou pas d'expérience de la plupart des besoins de PGI figurant dans l'énoncé des travaux :

- Aucune expérience relativement à : « les fonctionnalités élaborées par le gouvernement du Canada comme l'Outil de prévision salariale, la Solution de gestion des voyages et les Interfaces du receveur général » (...) « Certains développements utilisent le module RH du SAP de façon limitée »... (appendice C de l'annexe A, critères d'évaluation des ressources).
- Aucune expérience dans les systèmes actuellement pris en charge par SISP, p. ex., SIFM, GC-SGRH, SAIGM.
- Aucune expérience dans l'un de systèmes existants PGI et/ou des systèmes liés

Alors, pourquoi permettre aux entreprises avec possiblement aucune expérience PGI du GC de participer quand cela est au cœur des besoins du SISP?

Sans l'expérience PGI au sein du GC pertinent, ces entreprises généralistes (non spécialisées PGI) et potentiellement plus petites (volume plus faible) sont susceptibles de mettre en avant des prix qui ne reflètent pas la complexité du travail et de la nature du marché. Elles n'auront aucune appréciation réelle pour les conditions du marché du GC pour PGI (c.-à- d., faible/haute disponibilité de ressources, expertise commune/en demande/rare), ce qui pourrait signifier des taux bas qui donnent lieu à des ressources inexpérimentées ou à un manque de disponibilité lorsque les ressources correctement qualifiées acceptent d'autres engagements mieux rémunérés.

Nous voyons souvent des exigences relatives à de l'expérience de travail auprès du gouvernement du Canada dans la section cotée. Nous l'avons même vu récemment comme une exigence obligatoire (voir la DP pour les services SAP d'AAC). Nous la voyons régulièrement directement (expérience générale de travail auprès du GC) et indirectement (nom de systèmes propres au GC) dans les grilles de ressources.

Il y a beaucoup d'autres occasions de SPICT pour obtenir ce genre d'expérience et, lorsque les entreprises ont acquis cette expérience, elles peuvent rivaliser pour appuyer un environnement PGI comme le SISP.

À notre avis, les critères d'évaluation ne sont plus harmonisés aux besoins réels de TPSGC. Permettre davantage de soumissionnaires plus ou moins qualifiés ne permet pas à TPSGC d'obtenir une meilleure concurrence et de meilleurs résultats. Au contraire, cela ne fait que diluer la valeur (prix/qualité/coût). Nous demandons instamment à TPSGC de réexaminer les changements de la modification 3 et de rétablir les exigences relatives au GC. Sinon, les fournisseurs avec le bon type d'expérience PGI GC (les volumes et les critères d'origine) seront désavantagés et, plus important encore, TPSGC va se retrouver avec un fournisseur inexpérimenté qui ne peut pas fournir une qualité adéquate du service.

RÉPONSE 5

Le critère demeure inchangé.

QUESTION 6

Est-ce la Couronne pourrait reconsidérer sa réponse à la question 6 de la modification n ° 3 et permettre à un grand soumissionnaire de classe mondiale ayant une expertise et une expérience pertinente d'utiliser sa filiale canadienne se spécialise dans PeopleSoft et SAP pour le secteur public et, si la réponse est non, pourquoi?

RÉPONSE 6

Non. Seuls les titulaires d'AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT pour le niveau 2 dans la région de la Capitale nationale dans le cadre de la série d'arrangements en matière d'approvisionnement (AT) EN578-055605/E peuvent soumissionner.

QUESTION 7

En ce qui concerne l'exigence O2 et la réponse de l'État à la question 10 dans la modification 1 : est-ce que la Couronne pourrait confirmer laquelle des interprétations suivantes décrit le mieux le nombre de CV à fournir ?

Interprétation A

O2 nécessite un total 5 de CV par projet, un dans chacune des catégories identifiées, à savoir:

2 projets proposés en O1 x 5 rôles = 10 CV demandés.

3 projet proposés en O1 x 5 rôles = 15 CV demandés et ainsi de suite.

Ou

Interprétation B

O2 nécessite un total de 5 CV pour l'expérience collective décrit dans O1, quelle que soit l'ensemble des projets décrits, ce qui signifie :

2 projections fournies dans O1 = 5 CV requis en O2

3 projets prévus dans O1 = 5 CV requis en O2, et ainsi de suite.

RÉPONSE 7

À la **PIÈCE JOINTE 1 - CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS, PIÈCE JOINTE 1 - CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS** de la DDP, modifier comme suit:

SUPPRIMER,

EO2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que l'expérience soumise pour le ou les contrats proposés pour EO1, incluait l'ensemble des catégories suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Analyste fonctionnel, PGI 2. Programmeur-analyste, 3. Analyste technique, PGI 4. Architecte de la transformation opérationnelle, 5. Gestionnaire de projet. <p>Un CV doit être soumis pour chaque catégories de ressource. Toutes les ressources doivent avoir accompli, pour chaque catégorie de ressources, le nombre minimum de rôles et responsabilités définis à l'annexe 1 de la Pièce jointe 1.</p>	
------------	--	--

INSÉRER:

EO2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer de l'expérience à fournir l'ensemble des catégories suivantes pour un projet:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Analyste fonctionnel, PGI 2. Programmeur-analyste, 3. Analyste technique, PGI 4. Architecte de la transformation opérationnelle, 5. Gestionnaire de projet. <p>Un CV doit être soumis pour chaque catégories de ressource pour un total de 5 CVs. Toutes les ressources doivent avoir accompli, pour chaque catégorie de ressources, le nombre minimum de rôles et responsabilités définis à l'annexe 1 de la Pièce jointe 1.</p>	
------------	---	--

QUESTION 8.

Est-ce que la Couronne pourrait confirmer que les soumissionnaires doivent répondre au critère de revenus précisé dans les exigences de O1 , C1, C2, C3 , C4 basés sur les revenus du travail effectué par les employés, à l'exclusion des revenus du travail fourni par des sous-traitants pour le projet ?

RÉPONSE 8

L'expérience pour le projet doit avoir été complétée par le soumissionnaire.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP887-141960/A

Amd. No. - N° de la modif.

005

Buyer ID - Id de l'acheteur

609e1

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20141960

File No. - N° du dossier

609e1EP887-141960

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Le changement suivant s'applique à la DDP:

À la PAGE 1 de la DDP, **Solicitation Closes - L'invitation prend fin** , modifier comme suit:

Supprimer:

On - Le 2014-03-25

At - à: 2:00PM

Insérer:

On - Le 2014-04-01

At - à: 2:00PM

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS.